

MARCHE DE TRAVAUX
DE DESAMIANPAGE, DEMOLITION ET TERRASSEMENT
DU RU MARIE CURIE A POITIERS (86000)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

N° de marché : **25008**

<p><u>Pouvoir adjudicateur :</u> Madame la Directrice Générale CROUS de Poitiers - 15, rue Guillaume VII Le Troubadour – CS 80629 86 022 Poitiers cedex</p>

Table des matières

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE	3
1.1 Objet du marché	3
1.2 Décomposition en lots.....	3
1.3 Durée du marché	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 3 – PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENTS DES ACOMPTES	3
3.1 Contenu des prix.....	3
3.2 Variation du prix	3
3.3 Facturation.....	4
3.4 Délais de paiements – Intérêts moratoires	4
ARTICLE 4 – AVANCE	4
ARTICLE 5 – PENALITES	5
ARTICLE 6 – RECEPTION ET DOSSIER DE TRACABILITE	6
Réception.....	6
Documents à fournir après exécution	6
ARTICLE 7 – ASSURANCES.....	6
ARTICLE 8 – RESILIATION DU CONTRAT	6
ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES.....	6
ARTICLE 9 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	6

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché, passé selon une procédure adaptée en application du code de la commande publique, a pour objet le désamiantage, la démolition et le terrassement du Restaurant Universitaire Marie Curie situé 21 rue Jean Richard Bloch à Poitiers (86000).

1.2 Décomposition en lots

Le présent marché est constitué d'un lot unique.

1.3 Durée du marché

La durée du marché est fixée à 6 (six) mois maximum, y compris la phase de préparation.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée sur la notification d'attribution. (Date prévisionnelle de démarrage : fin mars 2026).

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
 - L'acte d'engagement (A.E.)
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et son annexe
 - Le planning prévisionnel
 - Les rapports DIAGNOSTIC AMIANTE et DIAGNOSTIC PLOMB
 - Diagnostic déchets
-
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
 - Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
 - L'ensemble des normes se rapportant aux prestations faisant l'objet du présent marché
 - Toute disposition imposée par un texte légal

Bien que matériellement non jointes au présent marché, ces pièces sont réputées connues des candidats.

ARTICLE 3 – PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENTS DES ACOMPTES

Les prix du marché sont hors T.V.A. Le taux de T.V.A applicable est de 20%.

3.1 Contenu des prix

Les prix intègrent l'ensemble des frais à engager par le titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché y compris les déplacements, l'élimination des déchets, la fourniture et l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation à la date de passation du marché. Le titulaire ne pourra donc réclamer aucun frais supplémentaire pour l'exécution des prestations.

3.2 Variation du prix

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux, aucune actualisation ne sera appliquée si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix du marché sont révisables.

Les prix seront révisés selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m - 3 \text{ mois}}{I_o - 3 \text{ mois}}$$

dans laquelle $I_m - 3$ mois et $I_o - 3$ mois sont les valeurs prises par l'index BT01 respectivement au mois "m" d'exécution des travaux – 3 mois et au mois "Mo – 3 mois" d'établissement des prix du marché.

Le mois Mo est janvier 2026.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur de l'index et/ou l'indice de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

En cas de signature d'un avenant en plus-value, le mois Mo sera celui du marché initial.

3.3 Facturation

Les factures seront transmises via le portail CHORUS, sur le profil acheteur CROUS de Poitiers, SIRET 188 6000 5000 143, code service 1012.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Les factures établies par l'entreprise comprendront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ Les références de l'opération
- ✓ Le nom ou la raison sociale du créancier
- ✓ Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- ✓ Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET
- ✓ Le numéro du compte bancaire ou postal
- ✓ Le numéro du marché
- ✓ La désignation de l'organisme débiteur
- ✓ Le détail de chaque prestation exécutée et le prix y afférant
- ✓ Le montant hors taxe des prestations exécutées
- ✓ Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacune des prestations exécutées
- ✓ La date de facturation

3.4 Délais de paiements – Intérêts moratoires

Les paiements sont effectués par le CROUS de Poitiers par virement bancaire dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de règlement.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non-respect du délai de règlement est celui de l'intérêt légal en vigueur (taux marginal de la BCE) à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à l'administration, aucun intérêt moratoire n'est dû au titulaire.

ARTICLE 4 – AVANCE

Une avance est accordée à l'entrepreneur titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire du marché, dans l'acte d'engagement.

Montant de l'avance :

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles R.2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.
Le taux de l'avance est fixé à : 30 %

Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement conjoint (avec mandataire solidaire), les paiements des membres du groupement sont répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'article 4 de l'acte d'engagement.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de résorption de l'avance :

La résorption de l'avance se fera en une fois lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 65 % du montant initial du marché.

ARTICLE 5 – PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1000 € HT pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont destinées à sanctionner le titulaire en cas de manquement de sa part dans l'exécution des prestations fournies.

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, il encourt des pénalités fixées comme suit :

Type	Montant
Non-respect du planning d'intervention pour la réalisation des travaux	100 € par jour calendaire de retard d'intervention
Non remise en état des lieux (nettoyage du chantier)	100 € par jour calendaire jusqu'à remise en état des lieux
Manquement aux obligations d'installations de chantier et consignes de sécurité	100 € par jour calendaire jusqu'à régularisation du manquement
Retard dans la transmission du dossier de traçabilité lors de la réception	50 € par jour calendaire jusqu'à régularisation

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'état portant décompte des pénalités pour formuler ses observations, sous pli recommandé, au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le montant des pénalités.

ARTICLE 6 – RECEPTION ET DOSSIER DE TRACABILITE

Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

Documents à fournir après exécution

Se reporter au CCTP.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

Conformément à l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 8 – RESILIATION DU CONTRAT

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG Travaux.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché.

A défaut d'accord amiable, la partie la plus diligente saisira la juridiction compétente :

Tribunal Administratif de Poitiers - 15 rue de Blossac - 86000 POITIERS - Tél : 05 49 60 79 19
Mail : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

ARTICLE 9 – DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG Travaux :

Dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux par l'article 3.2 du présent CCAP

Dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux par l'article 5 du présent CCAP